



Renforcer le pastoralisme au Niger: un pilier économique qui s'adapte aux changements rapides

Le pastoralisme occupe une place centrale au Niger. Selon le rapport annuel des statistiques de l'élevage au Niger en 2024, le cheptel est estimé à plus de 60 millions de têtes, toutes espèces confondues, avec une majorité de caprins, de bovins, d'ovins, de camélidés et d'équidés, ce qui représente un des plus gros cheptels de la région. Les différentes zones écoclimatiques du pays influencent les pratiques d'élevage, allant de la zone saharienne, principalement pastorale, à la zone sahélienne, plus favorable à une activité agropastorale. De plus, il existe un système périurbain caractérisé par un élevage plus intensif. Cette diversité des zones écoclimatiques a façonné des pratiques pastorales spécifiques, fondées sur l'adaptation aux ressources naturelles et aux dynamiques territoriales. La mobilité saisonnière des éleveurs, pratiquant une transhumance interne au pays et parfois transfrontalière, est une caractéristique essentielle du pastoralisme permettant l'accès aux pâturages et à l'eau tout au long de l'année.

Cependant, le pastoralisme au Niger fait face à des défis croissants liés aux effets du changement climatique, à l'évolution du contexte sécuritaire et à l'expansion des terres agricoles. Dans un contexte de forte pression démographique et d'urbanisation rapide, la demande en produits d'élevage augmente, tandis que les ressources accessibles aux éleveurs, de plus en plus soumises à une concurrence d'usages, tendent à se raréfier.

Par ailleurs, le contexte sécuritaire régional et les contraintes associées aux dynamiques politiques récentes constituent des facteurs additionnels influençant les conditions d'exercice des activités pastorales. Depuis 2023, la mobilité des troupeaux s'exerce dans un environnement marqué par des contraintes accrues, ce qui peut affecter les conditions de vie de certains ménages pastoraux, notamment dans les zones les plus exposées. Parallèlement, les sanctions régionales et les fermetures de frontières ont désorganisé les marchés et freiné les échanges transfrontaliers, entraînant une hausse notable du coût des intrants ainsi qu'une réduction des débouchés commerciaux pour le bétail. D'un autre côté, ceci s'inscrit dans un environnement politique régional renouvelé, marqué notamment par les engagements pris lors du processus Nouakchott+10 en faveur de la mobilité pastorale et de la sécurisation des systèmes d'élevage.

La disponibilité de données fiables et récentes constitue un élément clé pour la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques et de programmes d'interventions. C'est dans ce cadre que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a initié une enquête dans quatre pays sahéliens dont le Niger avec la collaboration des

organisations pastorales. Au Niger, le Réseau Billital Maroobé (RBM) et sa structure locale, l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), ont mené des enquêtes en 2022 auprès de 1 038 ménages pastoraux et agropastoraux. L'échantillonnage a ciblé toutes les régions du pays sauf Niamey, ce qui garantit une représentativité des résultats au niveau national. Les ménages ont été interrogés sur leurs sources de revenus et de dépenses ainsi que sur les chocs rencontrés et leurs stratégies de réponse. Avec l'appui technique

et scientifique de la FAO et du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest de Practical Action, les données collectées ont fait l'objet d'une analyse aboutissant à la publication d'un rapport régional (Ndiaye, A. et al., 2025), dont cette note présente les principaux résultats au Niger. Celle-ci peut contribuer aux réflexions préparatoires à l'Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux (IYRP 2026), en fournissant un état des lieux utile pour identifier les priorités d'action visant à soutenir durablement les ménages pastoraux du Niger.

Recommandations politiques clés:

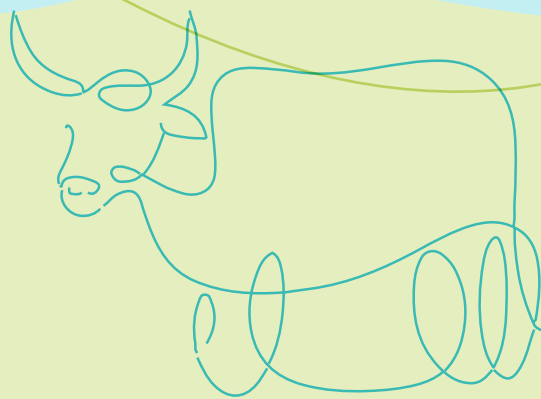
- accroître les investissements dans le secteur de l'élevage à travers l'aménagement des espaces pastoraux, notamment la mise en place ou la réhabilitation de points d'eau pastoraux et de stations de pompage, la lutte contre les plantes invasives, le développement de culture fourragère, l'aménagement des mares;
- diffuser et vulgariser les cadres réglementaires existants en langues locales, notamment sur les dates de libération des champs, afin de prévenir les conflits liés aux ressources naturelles;
- encourager l'élaboration de schémas d'aménagement foncier afin de renforcer la consultation et la participation de tous les usagers des ressources naturelles;
- garantir la sécurité des éleveurs et de leurs animaux en zone pastorale, y compris de manière transfrontalière;
- impliquer les organisations pastorales dans le recueil des données et dans les processus de décisions politiques.

Principaux résultats de l'étude

L'étude, réalisée auprès de 1 038 ménages a révélé que leur taille moyenne est de 11,6 personnes. Cinq pour cent des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes, et l'âge moyen des chefs de ménage est d'environ 50 ans. De plus, 55 pour cent des ménages disent appartenir à une organisation pastorale, ce qui constitue la plus grosse proportion de la région, et près de 20 pour cent des ménages interrogés pratiquent la culture agricole en complément de l'élevage.

Une réelle capacité des ménages à générer des revenus

L'analyse des revenus globaux bruts des ménages montrent que l'élevage constitue 85 pour cent des revenus du ménage dont 64 pour cent proviennent des ventes animales, 12 pour cent des ventes de produits laitiers, et 24 pour cent de l'autoconsommation, valorisée au prix courant du marché. La production laitière est plus importante à Tahoua et Agadez. Les revenus des cultures agricoles sont globalement de l'ordre de 10 pour cent, y compris l'autoconsommation.



Importance des achats d'aliments pour le bétail dans les coûts de production

La désagrégation des dépenses révèle que les aliments pour le bétail représentent la part la plus importante des coûts d'exploitation, soit 58 pour cent des dépenses totales en moyenne. Ce chiffre monte jusqu'à plus de 70 pour cent en saison sèche chaude, caractérisée par une plus faible disponibilité des ressources fourragères. Les dépenses liées à l'eau, particulièrement importantes à Tahoua (20 pour cent), augmentent également naturellement pendant les saisons sèches. En revanche, les dépenses de santé animale sont plus élevées pendant la saison des pluies, représentant jusqu'à 18 pour cent des coûts de production, en raison des maladies qui affectent particulièrement le bétail à ce moment-là.



Une variabilité saisonnière des revenus et des coûts de production

L'analyse saisonnière des revenus et des dépenses des ménages pastoraux révèle des tendances significatives selon les saisons. Pendant la saison sèche chaude, la part des ventes d'animaux, qui constituent la principale source de revenus tout au long de l'année, augmente de 50 à 64 pour cent du total des revenus, tandis que les ventes de produits laitiers, diminuent de 14 à 5 pour cent. En revanche, les revenus des cultures agricoles, notamment à Dosso, augmentent pendant la saison sèche froide suite à la récolte des principaux produits, compensant partiellement la baisse des revenus issus de l'élevage. L'analyse révèle également que la saison sèche chaude représente la saison la plus critique pour les ménages en raison à la fois de coûts de production plus élevés et de revenus plus faibles à cette période.

Disparités de genre dans la gestion des ménages pastoraux

La prise en compte des indicateurs de genre dans l'analyse révèle des disparités significatives entre hommes et femmes dans divers domaines économiques. Seulement 5 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes, indiquant une prévalence marquée des chefs de ménage masculins. En matière de cheptel, les femmes possèdent 18 pour cent des ovins, 23 pour cent des caprins et 15 pour cent des bovins. La moyenne des cheptels dans la zone d'étude est de 34 unités de bétail tropical (UBT), et les femmes en possèdent en moyenne 6,3, soit 18,5 pour cent du total. Concernant la distribution des revenus, les femmes gèrent 23 pour cent des revenus globaux, plus particulièrement 59 pour cent des revenus provenant des ventes de produits laitiers, 26 pour cent des ventes animales, 18 pour cent des revenus agricoles et

17 pour cent des autres revenus. Ces données illustrent les rôles et contributions variés des femmes dans le secteur pastoral, et leur rôle particulièrement important dans la production laitière, malgré leur sous-représentation en tant que chefs de ménage et propriétaires du cheptel.

L'élevage pastoral contribue fortement au PIB du Niger

En se basant sur les données collectées, l'évaluation de la contribution économique du pastoralisme s'élève à environ 13,6 pour cent du produit intérieur brut (PIB) national et à 37,5 pour cent du PIB du secteur primaire.

Une forte exposition aux chocs aggravée par la covid-19

Malgré leur importance économique, les ménages enquêtés révèlent des difficultés significatives liées à l'accès à l'eau, à la gouvernance des espaces pastoraux et à la dégradation des pâturages, touchant respectivement 53 pour cent, 60 pour cent et 43 pour cent des ménages interrogés. Ces défis coexistent avec une forte incidence de chocs. En effet, 84 pour cent des ménages déclarent avoir été affectés au cours de l'année précédant l'étude par au moins un choc. Les chocs économiques sont les plus répandus, particulièrement à Tillabéry, Diffa et Zinder, touchant 76 pour cent des ménages, et sont suivis des chocs climatiques (68 pour cent), notamment via l'intensification des sécheresses. Agadez est la région la moins touchée par les chocs, tant sanitaires qu'économiques. Les chocs sécuritaires quant à eux ont été signalés par 20 pour cent dans les enquêtés, une proportion inférieure à celle observée dans les pays voisins comme le Burkina Faso et le Mali. Toutefois, il convient de noter que les données ont été

collectées en 2022 et que la situation sécuritaire évolue continuellement. Certains chocs rapportés ont également été aggravés par la pandémie de covid-19. Ainsi, les ménages ont signalé une augmentation significative des prix des aliments pour le bétail (77 pour cent) et des denrées alimentaires (71 pour cent) et environ 40 pour cent des ménages ont attribué cette augmentation à l'épidémie. Par ailleurs, 65 et 31 pour cent des ménages ont estimé que la pandémie avait aggravé les restrictions de mobilité transfrontalière et interne au pays, respectivement.

Des stratégies de réponses principalement basées sur des ressources internes

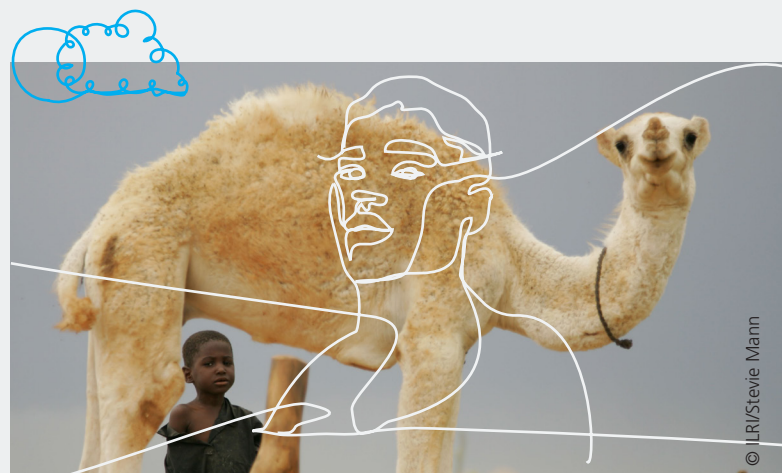
La mobilité ressort comme la principale stratégie d'adaptation mise en avant par les ménages enquêtés face aux chocs rencontrés au Niger. Celle-ci est suivie des aides reçues de l'État ou d'organisations non gouvernementales, puis de stratégies alimentaires, telles que l'augmentation de l'autoconsommation ou la réduction du nombre de repas consommés. En analysant les stratégies d'adaptation en fonction des types de chocs, il apparaît que les ménages privilégient l'adaptation de la mobilité en cas de chocs sécuritaires et climatiques, tandis que les chocs économiques et de santé animale sont davantage associés à des emprunts.

Perspectives

Cette étude montre que les éleveurs pastoraux contribuent significativement à l'économie et au secteur privé du pays. Pour tirer pleinement parti de ce potentiel et surmonter les défis actuels, une série de mesures stratégiques sont nécessaires. Tout d'abord, il est impératif d'investir dans l'aménagement des espaces pastoraux, par exemple à travers la réalisation ou la réhabilitation de puits pastoraux ou encore l'aménagement des mares. Ensuite, la gestion de la variabilité saisonnière des revenus et des coûts de production est essentielle. La réduction des coûts de production, notamment l'achat d'aliments pour le bétail, peut être soutenue grâce à des pratiques de gestion durable des pâturages, notamment en formulant des plans de lutte contre les plantes invasives pour permettre une régénération des pâturages ou en développant les cultures fourragères locales. Face aux tensions liées à l'accès aux ressources naturelles, il serait important de sensibiliser les acteurs sur les cadres réglementaires existants et de renforcer leur application, mais également d'encourager des schémas d'aménagement foncier qui prennent en compte l'ensemble des usagers. Enfin, il est essentiel d'impliquer activement les éleveurs pastoraux dans l'élaboration des politiques et des stratégies qui les concernent, afin de concevoir des mesures efficaces et inclusives répondant à leurs besoins.

Références bibliographiques:

- Ndiaye, A., Mardesic, I., Velasco-Gil, G., Ouattara, C.I. 2025. *Le pastoralisme au Sahel: évaluation économique, chocs et stratégies d'adaptation. Les cas du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd5829fr>
- Röhrig, F., Gloy, N., von Loeben, S., Arumugam, P., Aschenbrenner, P., Baek, H., Carlsburg, M., Chemura, A., Ibrahim Fodi, B., Habtemariam, L., Kaufmann, J., Koch, H., Liersch, S., Lüttringhaus, S., Murken, L., Ostberg, S., Schauburger, B., Shukla, R., Tomalka, J., Wesch, S., Wortmann, M. et Gornott, C. 2022. *Analyse des risques climatiques pour l'identification et la pondération des stratégies d'adaptation dans le secteur agricole du Niger*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 160 pp. <https://doi.org/10.48485/pik.2022.002>
- SOFRECO. 2022. *Analyse prospective de la chaîne de valeur bétail viande (bovins, ovins, caprins) au Niger 2021-2030*. https://reca-niger.org/IMG/pdf/I4-etude_betail.pdf
- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). 2018. *Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel - Vers une coexistence pacifique*. Étude du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Dakar.
- Wane, A., Cesaro, J.D., Duteurtre, G., Touré, I., Ndiaye, A., Alary, V., Juanès, X., Ickowicz, A., Ferrari, S. et Velasco, G. 2020. *The economics of pastoralism in Argentina, Chad and Mongolia. Market participation and multiple livelihood strategies in a shock-prone environment*. FAO Animal Production and Health Paper No. 182. Rome. FAO & CIRAD co-edition. <https://doi.org/10.4060/cb1271en>



Avec le soutien technique de



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Citer comme suit:

FAO. 2026. *Renforcer le pastoralisme au Niger: un pilier économique qui s'adapte aux changements rapides*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd8816fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.